L'Emblème du Jour

INFORMATIONS, ANALYSES, INVESTIGATIONS ET PUBLICITÉS **EMAIL :** lemblemedujour@gmail.com - **TÉL :** +229 0195534395

N° 675 DU 30 OCTOBRE 2026

CONFÉRENCE DES PRÉFETS DU BÉNIN À POBÈ P. 03

YAHOUÉDÉOU MISE SUR UNE DÉCENTRALISATION PLUS EFFICACE ET UN DÉVELOPPEMENT ANCRÉ DANS LES TERRITOIRES



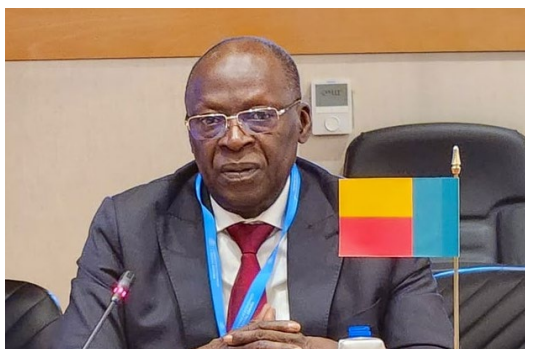
RESTRUCTURATION INTERNE ET PRÉPARATION DES ÉCHÉANCES STATUTAIRES P. 05



L'UP-R accélère sa réorganisation et annonce deux grandes sessions pour le 14 novembre

RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AICESIS À MADRID P. 07

BIO TCHANÉ renforce la présence du CES du Bénin sur la scène internationale



PRIX NATIONAL DE LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE P. 02



40 millions FCFA pour récompenser les meilleures idées

DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN À ALLADA P. 08

Solange Méhou et les autorités communales mobilisées pour la santé des femmes



PRIX NATIONAL DE LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

40 millions FCFA pour récompenser les meilleures idées



Le gouvernement ouvre la compétition aux citoyens, aux agents publics et aux entreprises pour identifier des solutions concrètes aux lourdeurs administratives. Les propositions sont attendues du 29 octobre au 12 novembre 2026.

La simplification des démarches administratives entre dans une nouvelle phase au Bénin. À travers le Prix national de la simplification administrative, le gouvernement entend mobiliser les idées et les expériences des usagers afin de rendre les services publics plus accessibles, plus rapides et moins coûteux. Le dépôt des propositions est ouvert depuis ce jeudi 29 octobre et prendra fin le 12 novembre 2026.

Faire des usagers des acteurs de la réforme

Présentée le mercredi 28 octobre 2026 à la Cité ministérielle de Cotonou, cette initiative vise à identifier des solutions concrètes aux difficultés rencontrées par les usagers dans leurs rapports avec l'administration. La démarche a été exposée lors d'une conférence de presse conjointe du ministre chargé du Budget et de la Fonction publique, Rodrigue Chaou, et du ministre porte-parole du gouvernement, Wilfried Léandre Houngbédji.

L'ambition est de dépasser la seule numérisation des services pour s'attaquer également aux contraintes qui compliquent les démarches des citoyens et des opérateurs économiques. Il s'agit notamment de réduire le nombre de pièces exigées, de raccourcir les délais de traitement, de limiter les déplacements inutiles et de simplifier les circuits de validation.

Une compétition ouverte à plusieurs catégories de participants

Le Prix national de la simplification administrative s'adresse aux agents de l'administration publique, aux citoyens, aux entreprises, aux associations et aux autres organisations socio-économiques. Les propositions doivent partir d'un problème concret, décrire les difficultés liées à une procédure existante et présenter une solution réaliste susceptible d'améliorer le fonctionnement du service concerné.

Les mineurs peuvent également participer, sous réserve d'une autorisation parentale. Les idées soumises seront appréciées en fonction de leur pertinence, de leur caractère innovant, de leur faisabilité et des améliorations attendues pour les usagers comme pour l'administration.

Une enveloppe globale de 40 millions FCFA

L'initiative prévoit une enveloppe globale de 40 millions de francs CFA. Elle comprend quatre prix de 5 millions de francs CFA chacun, destinés aux catégories « Agent public », « Citoyen », « Entreprise ou organisation » et « Innovation numérique ».

Un Grand Prix national, doté de 20 millions de francs CFA, doit également distinguer la proposition retenue comme la plus pertinente.

Le président du comité technique d'organisation, Valentin Sokpin, a précisé que les propositions recevables ne seront pas nécessairement abandonnées au seul motif qu'elles n'auront pas été primées. Les solutions jugées pertinentes pourront être examinées plus en profondeur, faire l'objet d'études de faisabilité, puis être expérimentées ou mises en œuvre avec les administrations compétentes.

Le compte à rebours est lancé

Les personnes intéressées disposent de deux semaines pour soumettre leurs propositions sur la plateforme officielle : https://prix-simplification.gouv.bj. Le formulaire en ligne permet notamment de préciser la procédure concernée, les difficultés constatées, la solution envisagée et les bénéfices attendus.

Au-delà de la récompense financière, le Prix national de la simplification administrative entend faire émerger des solutions applicables au quotidien et contribuer à une transformation durable des services publics.

Pour les autorités, l'enjeu est de faire de l'expérience des usagers un levier d'amélioration de l'action administrative et de rapprocher davantage les services publics des besoins des populations. Cette initiative offre ainsi aux citoyens et aux acteurs économiques l'occasion de participer directement à la recherche de solutions pour une administration plus efficace et plus accessible.

Emeric Joël ALLAGBE

MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj,
faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du Jour

INFORMATIONS, ANALYSES, INVESTIGATIONS ET PUBLICITÉS

Email : lemblemedujour@gmail.com
Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com
TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION
ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDATION
Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION
Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME
Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

CONFÉRENCE DES PRÉFETS DU BÉNIN À POBÈ

Janvier YAHOUÉDÉOU mise sur une décentralisation plus efficace et un développement ancré dans les territoires



Administration territoriale, financement des communes, sécurité frontalière et modernisation des services publics ont marqué l'ouverture de la Conférence des préfets, le jeudi 29 octobre 2026, à Pobè. Le ministre de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, Janvier YAHOUÉDÉOU, a appelé les préfets à renforcer leur accompagnement des communes, tandis que le préfet du Plateau, Delonix Djimeco KOGBLEVI, a mis l'accent sur les défis sécuritaires de son département.

La Cité administrative départementale de Pobè a servi de cadre, ce jeudi 29 octobre 2026, à l'ouverture officielle de la Conférence des préfets du Bénin au titre de l'année 2026. Cette rencontre, qui réunit les autorités préfectorales, les membres du gouvernement, les responsables des administrations centrales et déconcentrées ainsi que les acteurs de la gouvernance locale, constitue un rendez-vous majeur pour évaluer le fonctionnement de l'administration territoriale et définir les orientations nécessaires à son amélioration.

À travers son discours d'ouverture, le ministre de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, Janvier YAHOUÉDÉOU, a fixé le cap : faire de la décentralisation un véritable instrument de développement, renforcer l'efficacité des administrations départementales et améliorer la qualité des services rendus aux populations. Les interventions du préfet du Plateau, Delonix Djimeco KOGBLEVI, et du maire de Pobè ont, pour leur part, mis en lumière les réalités locales, les impératifs de sécurité et l'importance d'une coopération renforcée entre l'État et les collectivités territoriales.

Janvier YAHOUÉDÉOU fixe les priorités de l'administration territoriale

Pour le ministre Janvier YAHOUÉDÉOU, la Conférence des préfets ne doit pas se limiter à un exercice de bilan. Elle doit également permettre d'identifier, sans complaisance, les difficultés qui freinent le fonctionnement des administrations départementales et de dégager des solutions concrètes.

L'année 2026 étant marquée par l'installation des nouveaux conseils communaux et la nomination des préfets de département, le ministre a rappelé l'importance des responsabilités confiées aux représentants de l'État. Ceux-ci doivent veiller au bon fonctionnement des services déconcentrés, au maintien de l'ordre public et à la protection civile. Ils sont également appelés à assurer le contrôle de légalité des actes des communes, à apporter une assistance-conseil permanente aux exécutifs locaux et à garantir la cohérence entre les politiques nationales et les initiatives communales.

Dans cette perspective, Janvier YAHOUÉDÉOU a insisté sur la tenue régulière des sessions du Conseil départemental de concertation et de coordination (CDCC) et de la Conférence administrative départementale (CAD). Ces cadres de concertation doivent favoriser une meilleure coordination des interventions publiques et contribuer à résoudre les difficultés rencontrées sur le terrain.

Le Fonds d'investissement communal au cœur des nouvelles exigences

L'un des dossiers majeurs abordés par le ministre concerne la création du Fonds d'investissement communal (FIC), destiné à renforcer les capacités d'investissement des communes, à améliorer la gouvernance des transferts financiers et à moderniser la gestion des ressources consacrées au développement local.

Cette évolution appelle une préparation rigoureuse des administrations communales. Pour Janvier YAHOUÉDÉOU, les préfets devront intensifier leur mission d'assistance-conseil afin de permettre aux communes de disposer des compétences techniques et humaines nécessaires à la conception et à l'exécution de leurs projets.

La maîtrise des procédures de financement, le respect des délais de décaissement, la transparence dans l'utilisation des ressources et le suivi-évaluation des investissements figurent également parmi les exigences mises en avant.

L'enjeu est de faire en sorte que les financements mobilisés se traduisent par des réalisations concrètes, répondant aux besoins des populations et contribuant effectivement à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Six pôles de développement pour valoriser les potentialités des territoires

La stratégie de développement territorial a également occupé une place importante dans le discours ministériel. Le gouvernement entend promouvoir une approche fondée sur les potentialités économiques propres aux différents territoires, à travers six pôles de développement identifiés.

Cette orientation vise à rapprocher davantage l'action publique des réalités locales, à favoriser une répartition plus cohérente des investissements et à stimuler la création de richesses et d'emplois.

Le ministre a ainsi exhorté les préfets à travailler en étroite collaboration avec les délégués régionaux pour accélérer la mise en œuvre de cette stratégie. L'objectif affiché est de faire des territoires des moteurs de croissance et de contribuer à la réduction de l'extrême pauvreté.

Cette ambition suppose une administration territoriale mieux coordonnée, capable d'identifier les besoins, de mobiliser les acteurs locaux et de suivre les résultats des politiques publiques.

La modernisation des services publics, une exigence de proximité

La Cité administrative départementale de Pobè, qui accueille les travaux, illustre la volonté de rapprocher les services de l'État des citoyens. Pour le ministre, la modernisation des infrastructures administratives doit nécessairement s'accompagner d'une amélioration des pratiques et des prestations.

Les retards injustifiés dans le traitement des dossiers, le non-respect des délais et le mauvais entretien des bâtiments publics constituent autant de dysfonctionnements auxquels les responsables administratifs doivent remédier.

Janvier YAHOUÉDÉOU a donc appelé les préfets à veiller à la discipline administrative, à la qualité de l'accueil et des prestations, ainsi qu'à la préservation du patrimoine public. La performance de l'administration territoriale devra désormais se mesurer davantage à l'efficacité des services et à la satisfaction des usagers.

Les travaux prévoient également l'examen de plusieurs dossiers, notamment les réformes relatives à l'Agence nationale d'identification des personnes (ANIP), les projets numériques de la feuille de route 2026-2028 du ministère, la Plateforme de développement local, les réformes de la chefferie traditionnelle, la réglementation des nuisances sonores et les évolutions du cadre régissant les associations au Bénin.

Delonix Djimeco KOGBLEVI met en lumière les défis sécuritaires du Plateau

Prenant la parole en sa qualité de préfet du département hôte, Delonix Djimeco KOGBLEVI a souhaité la bienvenue aux délégations gouvernementales et aux préfets venus des différents départements du pays. Il a salué le choix porté sur le Plateau pour accueillir cette rencontre nationale et mis en avant les atouts économiques, culturels et géographiques de son territoire.

Le département, qui compte les communes de Pobè, Sakété, Ifangni, Kétou et Adja-Ouèrè, se distingue notamment par ses activités agricoles, son artisanat, son patrimoine culturel associé au Guèlèdè et sa proximité avec le Nigeria.

Au-delà de ces potentialités, le préfet a insisté sur les enjeux sécuritaires auxquels le Plateau reste confronté en raison de sa position frontalière. Il a notamment évoqué la nécessité de renforcer les effectifs et les équipements d'intervention des forces de défense et de sécurité face aux menaces criminelles et aux risques liés au terrorisme.

Il a salué les efforts du gouvernement en matière de coopération transfrontalière avec le Nigeria, estimant que cette dynamique doit contribuer à consolider la sécurité des populations.

Prévenir les conflits et préserver la cohésion sociale

Sur le plan de l'ordre public, Delonix Djimeco KOGBLEVI s'est félicité du déroulement pacifique des récentes festivités liées aux cultes ORO et OLOGOU ODOGBO. Il a attribué ce résultat aux mesures concertées entre la Police républicaine, les maires et les dignitaires.

Cette expérience, selon lui, illustre l'importance du dialogue entre les autorités administratives, les élus locaux, les responsables traditionnels et les communautés dans la prévention des tensions.

Le préfet a également évoqué la préparation de la campagne de transhumance de fin d'année. Dans un département où coexistent activités agricoles et élevage, l'anticipation des risques de conflits entre agriculteurs et éleveurs demeure une priorité.

Par ailleurs, la préfecture entend accompagner les acteurs concernés dans le processus de désignation des nouveaux chefs de village et de quartier de ville, conformément au cadre juridique et électoral en vigueur.

À travers ces différents chantiers, le préfet du Plateau entend consolider la paix sociale, renforcer la coopération entre les acteurs locaux et créer un environnement plus favorable au développement.

Pobè réaffirme son engagement pour la décentralisation

Au nom du conseil communal et des populations, le maire de Pobè a exprimé sa satisfaction d'accueillir cette conférence nationale. Il a présenté la commune comme une terre d'hospitalité, de traditions et de fraternité, tout en soulignant l'importance de cette rencontre pour la réflexion collective sur l'administration territoriale et le développement des collectivités.

L'autorité communale a particulièrement insisté sur la nécessité d'une collaboration étroite entre les autorités de tutelle, les responsables communaux, les administrations centrales, les partenaires techniques et financiers ainsi que les leaders d'opinion.

Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires et sanitaires croissants, le maire estime que les collectivités territoriales doivent jouer pleinement leur rôle au service des populations. Le respect des textes en vigueur, la concertation permanente et la recherche de solutions adaptées aux préoccupations locales constituent, selon lui, des conditions essentielles d'une gouvernance efficace.

La commune de Pobè et les autres communes du Plateau se disent ainsi disposées à accompagner les initiatives destinées à renforcer la décentralisation et à promouvoir le développement local.

Le maire a également souhaité que le séjour des délégations soit l'occasion de découvrir le patrimoine culturel, le dynamisme des populations et les potentialités économiques du département.

Une responsabilité collective pour des résultats concrets

Les interventions prononcées à l'ouverture de la Conférence des préfets 2026 convergent vers une même exigence : améliorer le fonctionnement de l'administration territoriale afin que les réformes engagées produisent des effets tangibles sur le quotidien des citoyens.

Entre le renforcement de l'assistance-conseil aux communes, la mise en œuvre du Fonds d'investissement communal, le développement fondé sur les territoires, la modernisation des services publics et la prévention des risques sécuritaires, les défis sont nombreux.

À Pobè, Janvier YAHOUÉDÉOU a appelé les préfets à faire preuve de rigueur et d'engagement dans l'exercice de leurs missions. Delonix Djimeco KOGBLEVI a, de son côté, rappelé que la sécurité et la cohésion sociale demeurent des conditions indispensables au développement du Plateau. Quant au maire de Pobè, il a réaffirmé la disponibilité des collectivités locales à participer à cette dynamique nationale.

Les conclusions de cette conférence sont donc attendues comme des orientations utiles au renforcement de la gouvernance territoriale et à la consolidation d'une décentralisation davantage tournée vers les résultats, la proximité et le bien-être des populations béninoises.

Emeric Joël ALLAGBE







ÉVÉNEMENTIEL À PORTO-NOVO

ELONA HOUSE, un cadre d'exception pour les fêtes et les conférences

À Djassin Hounvié, dans la ville de Porto-Novo, ELONA HOUSE se positionne comme une adresse de choix pour l'organisation de mariages, anniversaires, cérémonies familiales et rencontres professionnelles. Avec ses espaces aménageables, ses salles climatisées et ses équipements adaptés, l'établissement entend offrir aux particuliers comme aux entreprises un cadre propice à la réussite de leurs événements.



Trouver un espace approprié pour organiser une cérémonie ou une rencontre professionnelle constitue souvent un véritable défi. À Porto-Novo, ELONA HOUSE apporte une réponse à ce besoin en mettant à la disposition de sa clientèle des salles de fêtes et de conférences adaptées à différentes occasions.

Que ce soit pour un mariage, un anniversaire, une communion, un baptême ou une réunion professionnelle, l'établissement propose un cadre accueillant permettant de recevoir les invités dans de bonnes conditions. La modularité des espaces constitue l'un de ses atouts, offrant la possibilité d'adapter la configuration des salles à la nature et à l'envergure de chaque manifestation.

Des prestations pensées pour le confort des clients

Au-delà de la mise à disposition des espaces, ELONA HOUSE met en avant plusieurs services destinés à faciliter l'organisation des événements. L'établissement dispose notamment de salles climatisées, d'une assistance technique professionnelle et d'un groupe électrogène disponible pour contribuer à la continuité des activités en cas de coupure d'électricité.

Ces équipements représentent des avantages importants pour les organisateurs soucieux du confort de leurs invités et du bon déroulement de leurs cérémonies. Ils permettent également d'envisager des rencontres professionnelles et des conférences dans un environnement adapté.

Une adresse accessible à Porto-Novo

Situé à Djassin Hounvié, dans la ville capitale , ELONA HOUSE ambitionne de répondre aux attentes des familles, des associations, des entreprises et des institutions à la recherche d'un espace pour leurs manifestations.

À travers son offre de salles de fêtes et de conférences, l'établissement mise sur la polyvalence de ses installations pour accompagner les moments heureux des familles ainsi que les activités du monde professionnel.

Pour toute information ou réservation, les intéressés peuvent contacter ELONA HOUSE aux numéros suivants : 0198904640 / 0155499999 ou 0195534395 / 0155500707.

ELONA HOUSE : un espace pour célébrer, se réunir et réussir ses événements.

Marie Estelle AKANNI

RESTRUCTURATION INTERNE ET PRÉPARATION DES ÉCHÉANCES STATUTAIRES

L'UP-R accélère sa réorganisation et annonce deux grandes sessions pour le 14 novembre



Le parti dirigé par le professeur Joseph Fifamin Djogbénou poursuit la consolidation de ses structures territoriales, l'installation de ses commissions techniques permanentes et la préparation de ses prochaines échéances statutaires. Le Bureau politique et le Conseil national sont attendus le samedi 14 novembre 2026.

L'Union progressiste le Renouveau (UP-R) entend poursuivre sa dynamique de réorganisation interne et de consolidation de son implantation sur l'ensemble du territoire national. À l'occasion d'une conférence de presse tenue ce jeudi 29 octobre 2026 à son siège national annexe, le Secrétaire général du parti a fait le point des principaux chantiers en cours et annoncé la tenue successive d'une session ordinaire du Bureau politique et d'une session du Conseil national le 14 novembre prochain.

À travers cette sortie médiatique, la formation politique dirigée par le professeur Joseph Fifamin Djogbénou affiche sa volonté de maintenir son organisation en activité au-delà des périodes électorales. Le Secrétaire général a notamment rappelé cette formule du président du parti : « La trêve politique n'est pas la trêve de la politique ». Une orientation qui traduit, selon la déclaration, la nécessité de poursuivre le travail politique à travers la mobilisation militante, la réflexion, la formation et la préparation des responsabilités futures.

Un maillage territorial en cours de consolidation

Au cœur des préoccupations de l'UP-R figure le renforcement de son organisation à la base. Le parti poursuit la mise en place et la consolidation de ses cellules, sous-sections, sections, bureaux de sections et coordinations des circonscriptions électorales législatives.

L'objectif affiché est de renforcer la cohésion entre les militants, d'améliorer la circulation de l'information et de rapprocher davantage les structures partisanes des populations. Pour la direction du parti, ces instances doivent être de véritables espaces d'écoute, d'encadrement et de participation à la vie publique.

Cette réorganisation constitue également un préalable important à la préparation des prochaines échéances statutaires, dans un contexte où l'UP-R entend consolider son implantation et renforcer son efficacité organisationnelle.

Quinze commissions techniques pour renforcer l'expertise du parti

Autre chantier majeur présenté par le Secrétaire général : l'opérationnalisation des quinze commissions techniques permanentes prévues par les textes fondamentaux du parti. L'installation de leurs présidents, intervenue le jeudi 22 octobre 2026, marque une nouvelle étape dans le renforcement des capacités d'analyse et de proposition de l'UP-R.

Ces commissions sont appelées à jouer un rôle stratégique auprès de la haute direction politique et du Bureau politique. Elles auront notamment pour missions d'étudier les grands enjeux nationaux, économiques, sociaux, institutionnels et internationaux, d'anticiper les évolutions politiques et de formuler des propositions susceptibles d'enrichir les orientations du parti.

Les consultations sont actuellement en cours pour identifier les rapporteurs et secrétaires de chaque commission. Cette démarche doit permettre de tenir compte des compétences, des expériences et des aptitudes des membres avant la finalisation des différents bureaux.

À travers ce dispositif, l'UP-R ambitionne de s'appuyer davantage sur l'expertise, l'innovation et la réflexion prospective dans la définition de ses positions et de ses propositions en matière de politiques publiques.

Plus de 3 000 chefs de village et de quartier concernés

Le processus de désignation des représentants du parti aux fonctions de chefs de village et de chefs de quartier de ville constitue également l'un des dossiers importants abordés lors de cette conférence de presse.

Selon le Secrétaire général, plus de 3 000 responsables locaux sont concernés par cette opération, conduite conformément au cadre légal et réglementaire applicable, aux résultats définitifs des élections communales et aux décisions juridictionnelles intervenues à la suite du scrutin.

La direction de l'UP-R affirme privilégier une démarche concertée, inclusive et participative, prenant en compte les réalités locales, les rapports de forces issus des urnes ainsi que les orientations du parti.

Le choix de ces responsables de proximité revêt une importance particulière, compte tenu de leur rôle dans l'animation de la vie locale, la remontée des préoccupations des populations, le dialogue avec les autorités publiques et la préservation de la cohésion sociale.

Le processus suit son cours. Les listes définitives seront rendues publiques à l'issue des diligences et des arbitrages nécessaires, a indiqué le Secrétaire général.

Le Bureau politique et le Conseil national en session le 14 novembre

La principale échéance annoncée concerne la tenue, le samedi 14 novembre 2026, de deux sessions statutaires successives : celle du Bureau politique et celle du Conseil national.

La session du Bureau politique devrait réunir environ 300 participants issus des différentes catégories de responsables prévues par les statuts. Il s'agit notamment des membres de la haute direction politique, des responsables exécutifs, des présidents des coordinations de circonscriptions électorales législatives, des députés, des maires, des membres du gouvernement issus du parti ainsi que des présidents des commissions permanentes et techniques.

Quant au Conseil national, il devrait rassembler environ 500 participants, parmi lesquels les membres du Bureau politique, les députés, les membres du gouvernement, les maires, les membres des bureaux de fédération, les présidents de sections et les responsables des organisations de masse.

Ces deux rencontres constituent des rendez-vous importants dans la vie institutionnelle de l'UP-R. Elles permettront aux instances compétentes d'examiner les questions relevant de leurs attributions, de consolider les orientations politiques et organisationnelles et de poursuivre la mise en œuvre des dispositions statutaires.

L'exigence de résultats dans la gouvernance publique

Au-delà de sa réorganisation interne, l'UP-R entend maintenir sa contribution à la gouvernance nationale. Le parti souligne que ses militants investis de responsabilités publiques doivent faire preuve de compétence, d'intégrité, de discipline et de disponibilité.

La direction politique attend notamment d'eux des réalisations concrètes, une amélioration des services rendus aux citoyens et une prise en compte effective des préoccupations des populations.

Le parti réaffirme ainsi son ambition de contribuer à la stabilité institutionnelle, au développement du Bénin, au renforcement de la cohésion nationale et à l'amélioration durable des conditions de vie des citoyens.

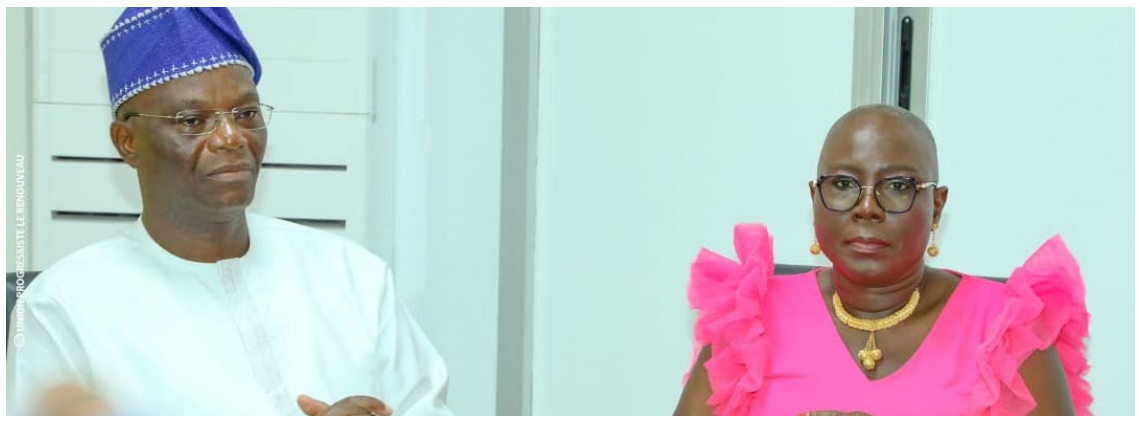
À travers les différents chantiers engagés, l'Union progressiste le Renouveau veut donc consolider ses fondations organisationnelles tout en renforçant ses capacités de réflexion et d'action. Les sessions du 14 novembre prochain devraient constituer une nouvelle étape dans cette dynamique, alors que le parti poursuit la préparation de ses prochaines échéances statutaires.

Emeric Joël ALLAGBE









TOURISME À PORTO-NOVO

Résidences FENOU : le confort d'un appartement, la chaleur d'un véritable foyer

À Porto-Novo, les visiteurs disposent désormais d'une adresse pensée pour conjuguer confort, convivialité et sérénité.

À la recherche d'un cadre agréable pour séjourner à Porto-Novo ? Les Résidences FENOU proposent une formule qui entend répondre aux attentes des touristes, voyageurs d'affaires, familles et visiteurs de passage dans la capitale béninoise. Situées à Djassin Houinvié, à Dowa, ces résidences mettent en avant des appartements conçus pour offrir aux occupants une expérience différente de celle d'un hébergement classique.

Loin de l'ambiance impersonnelle que peuvent parfois offrir certains établissements, les Résidences FENOU misent sur une atmosphère chaleureuse et familiale. « Votre confort, notre priorité », telle est la promesse affichée par l'établissement, qui invite les visiteurs à retrouver la chaleur d'un foyer durant leur séjour.

Comme à la maison, loin de chez soi

Pour les touristes qui souhaitent prendre le temps de découvrir Porto-Novo et ses environs, disposer d'un espace confortable constitue un véritable atout. Les Résidences FENOU proposent ainsi des chambres privées et des espaces de vie conviviaux, permettant aux visiteurs de se détendre après leurs sorties, de partager des repas et de préparer sereinement leurs activités du lendemain.

L'aménagement intérieur, présenté comme authentique et soigné, associe confort et fonctionnalité. L'objectif est de permettre à chaque résident de profiter de son séjour à son propre rythme, que ce soit pour quelques nuits ou pour une période plus longue.

Une adresse adaptée aux touristes

Porto-Novo constitue une étape incontournable pour les visiteurs désireux de découvrir le patrimoine, la culture et l'histoire du Bénin. Pour accompagner cette découverte, le choix de l'hébergement joue un rôle important.

En optant pour les Résidences FENOU, le voyageur peut bénéficier d'un cadre résidentiel qui favorise à la fois repos, intimité et convivialité. L'établissement met notamment en avant quatre caractéristiques : luxe et confort, décor authentique, prix abordable et emplacement stratégique.

Cette combinaison vise particulièrement les touristes qui recherchent une alternative aux hôtels traditionnels, avec davantage de sensation de « chez-soi ».

Un séjour sans interruption grâce au groupe électrogène

Autre élément mis en avant par les Résidences FENOU : la disponibilité d'un groupe électrogène sur place. Cette solution permet à l'établissement de maintenir ses services en cas de coupure d'électricité, contribuant ainsi à assurer la continuité et le confort du séjour.

Pour un visiteur qui souhaite profiter pleinement de ses vacances, disposer d'un hébergement où les commodités essentielles restent accessibles constitue un avantage appréciable.

Porto-Novo autrement, avec FENOU comme point de départ



Séjourner aux Résidences FENOU, c'est également choisir de s'installer dans l'environnement de Porto-Novo pour mieux partir à la découverte de la ville et de ses richesses. Après une journée consacrée aux visites, aux rencontres ou aux activités professionnelles, les voyageurs peuvent retrouver un espace conçu pour la détente et le repos.

Touristes, familles, professionnels ou visiteurs de passage : les Résidences FENOU se présentent ainsi comme une solution d'hébergement alliant indépendance, confort et convivialité.

FENOU, une invitation à poser ses valises

Pour celles et ceux qui préparent un séjour à Porto-Novo, une adresse mérite donc d'être inscrite dans le carnet de voyage : les Résidences FENOU, à Djassin Houinvié – Dowa.

Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer. Une promesse qui résume l'esprit de ces résidences : offrir au visiteur non seulement un lieu où dormir, mais surtout un cadre où il peut se sentir chez lui pendant son séjour.

Contacts :

Djassin Houinvié – Dowa, Porto-Novo
+229 01 98 90 46 40 / 01 55 49 99 99
+229 01 95 53 43 95 / 01 55 50 07 07

Augusta DAKPOGAN

RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AICESIS À MADRID

Abdoulaye BIO TCHANÉ renforce la présence du CES du Bénin sur la scène internationale



Le président du Conseil économique et social (CES) du Bénin, Abdoulaye BIO TCHANÉ, prend part, les 29 et 30 octobre 2026 à Madrid, en Espagne, à la réunion du Conseil d'administration de l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS). Au menu des travaux : le bilan des activités, la situation financière de l'organisation, l'élargissement de ses membres et les perspectives de coopération entre les institutions représentées.

Le Conseil économique et social (CES) du Bénin affirme sa présence dans les instances internationales de concertation. Son président, Abdoulaye BIO TCHANÉ, participe à Madrid, en Espagne, à la réunion du Conseil d'administration de l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS), qui se tient les 29 et 30 octobre 2026. Cette rencontre constitue un cadre privilégié d'échanges sur les enjeux économiques et sociaux ainsi que sur le renforcement de la coopération entre les institutions membres.

Une ouverture marquée par un hommage aux victimes

Les travaux ont débuté dans un moment de recueillement. À l'ouverture de la réunion, le président en exercice de l'AICESIS a invité les participants à observer une minute de silence en mémoire des personnes disparues, avec une pensée particulière pour les victimes de l'accident survenu la veille en Espagne, pays hôte de la rencontre.

Après cet hommage, les administrateurs ont procédé à l'examen et à l'adoption de l'ordre du jour, ouvrant ainsi la voie aux différentes communications et délibérations inscrites au programme.

Le bilan des activités 2025 et les enseignements des forums internationaux au cœur des échanges

L'un des principaux points abordés concerne l'examen du rapport d'activités de l'exercice 2025. À cette occasion, le président en exercice de l'AICESIS a présenté une synthèse des principaux forums internationaux organisés successivement en Chine, en Russie et au Zimbabwe.

Ces rencontres ont permis d'aborder plusieurs problématiques majeures, notamment les changements climatiques, les mutations technologiques et le dialogue social. Les représentants de la Chine et du Zimbabwe, présents à Madrid, ont salué la mobilisation des différentes délégations et mis en avant la richesse des échanges ainsi que la diversité géographique des participants, particulièrement lors du forum organisé au Zimbabwe.

Ces différentes initiatives témoignent du rôle de l'AICESIS dans la promotion du dialogue international et le partage d'expériences entre les Conseils économiques et sociaux.

Une situation financière globalement excédentaire malgré un déficit budgétaire

La situation financière de l'organisation a également retenu l'attention des administrateurs. Le rapport financier soumis à leur appréciation fait état d'un déficit enregistré au titre de l'exercice budgétaire concerné. Toutefois, la trésorerie globale de l'AICESIS demeure excédentaire.

L'examen de ce rapport participe à la démarche de transparence et de suivi de la gestion financière de l'organisation, tout en permettant aux membres du Conseil d'administration d'apprécier ses capacités financières.

L'AICESIS ouverte à de nouvelles adhésions

L'élargissement de l'organisation a constitué un autre axe important des discussions. Plusieurs Conseils économiques et sociaux ont manifesté leur intérêt pour rejoindre l'AICESIS. Le président en exercice a, dans ce contexte, insisté sur la nécessité d'accueillir davantage d'organisations représentatives de la société civile organisée afin d'enrichir les réflexions et de renforcer la portée des actions communes.

La réunion a également été l'occasion d'accueillir de nouveaux responsables de Conseils membres, notamment ceux de la Grèce et du Bénin, qui prennent part pour la première fois aux travaux du Conseil d'administration.

Le CES du Bénin engagé dans le renforcement du dialogue international

À travers la participation de son président, Abdoulaye BIO TCHANÉ, le Conseil économique et social du Bénin entend consolider ses relations avec les institutions homologues et prendre une part active aux réflexions internationales sur les grandes questions économiques et sociales.

La diversité des sujets examinés à Madrid, allant de la gouvernance financière aux enjeux climatiques, en passant par les transformations technologiques, le dialogue social et l'élargissement de l'organisation, offre au CES béninois un cadre d'échanges et d'apprentissage institutionnel.

Cette participation traduit ainsi l'intérêt du Bénin pour la coopération multilatérale et la mise en commun des expériences au service des politiques de développement. Elle contribue également à inscrire davantage le CES dans les dynamiques internationales de concertation, de dialogue social et de promotion d'un développement inclusif et équitable.

Emeric Joël ALLAGBE

SOMMET RUSSIE-AFRIQUE 2026

Mariam Chabi Talata porte les ambitions du Bénin à Moscou



Diplomatie, coopération économique et développement : la Vice-Présidente de la République a conduit la délégation béninoise à la troisième édition du Sommet Russie-Afrique, les 28 et 29 octobre 2026 à Moscou. Une participation stratégique qui traduit la volonté du Bénin de consolider ses relations avec la Fédération de Russie et d'explorer de nouveaux partenariats au service de son développement.

Le Bénin entend donner une nouvelle dimension à sa coopération avec la Fédération de Russie. C'est dans cette dynamique que la Vice-Présidente de la République, Mariam Chabi Talata, a représenté le Chef de l'État au troisième Sommet Russie-Afrique, organisé les 28 et 29 octobre 2026 à Moscou. Mandatée par le Président de la République, elle a conduit la délégation béninoise, composée notamment de la ministre des Affaires étrangères, Corinne Amori Brunet, et de l'ambassadeur du Bénin près la Fédération de Russie, Akambi André Okounlola-Biaou.

Placée sous le thème « Dialogue et solidarité, piliers fondamentaux pour promouvoir la paix et le développement durable », cette rencontre de haut niveau a réuni les acteurs de la coopération russo-africaine autour des grands enjeux politiques, économiques, sécuritaires et technologiques. Elle a également offert aux différentes délégations l'occasion d'examiner les perspectives d'un partenariat davantage orienté vers les intérêts stratégiques des États africains.

Pour le Bénin, un partenariat à dynamiser

La participation béninoise à ce sommet s'inscrit dans la volonté de renforcer des relations diplomatiques établies depuis le 4 juin 1962 avec la Russie. Plus de six décennies après leur établissement, ces relations offrent encore d'importantes possibilités de diversification et d'intensification des échanges.

Les données commerciales illustrent toutefois l'ampleur des défis à relever. En 2024, les importations béninoises en provenance de Russie étaient estimées à environ 158 millions de dollars, contre seulement 4,6 millions de dollars d'exportations béninoises vers ce pays. Un déséquilibre qui met en évidence la nécessité de mieux valoriser le potentiel économique du Bénin et de favoriser un accès plus important de ses produits au marché russe.

Dans cette perspective, plusieurs secteurs apparaissent comme des domaines prioritaires de coopération. L'agriculture, l'énergie, la santé, l'éducation et les technologies constituent autant de pistes susceptibles de générer des partenariats mutuellement bénéfiques. L'approvisionnement en engrais, le renforcement de la sécurité alimentaire et la promotion des produits béninois, notamment l'ananas, l'huile de palme et les produits issus de la transformation locale, figurent également parmi les opportunités à explorer.

Le capital humain au cœur des perspectives de coopération

Au-delà des échanges commerciaux, le développement du capital humain représente un autre axe majeur de ce rapprochement. La consolidation des programmes de bourses d'études destinés aux étudiants béninois, la reconnaissance des diplômes et le renforcement des formations dans les secteurs stratégiques pourraient contribuer à améliorer les compétences nationales et à préparer une jeunesse mieux outillée face aux exigences du marché de l'emploi.

La coopération dans les domaines scientifique, technique et technologique constitue également un levier important pour accompagner les ambitions de développement du Bénin.

De la diplomatie aux retombées concrètes

En conduisant la délégation béninoise à Moscou, Mariam Chabi Talata a ainsi porté une ambition qui dépasse le cadre protocolaire d'une participation à un rendez-vous international. Il s'agit pour le Bénin de faire de ses relations avec la Russie un véritable instrument de développement économique, de transfert de compétences et de création de nouvelles opportunités.

L'enjeu réside désormais dans la concrétisation des perspectives de coopération identifiées. Pour le Bénin, il importe que ce dialogue diplomatique se traduise par des investissements, des échanges commerciaux plus équilibrés, des partenariats technologiques et des programmes de formation capables de produire des résultats tangibles.

À Moscou, le Bénin a donc réaffirmé sa volonté de diversifier ses partenariats et de faire de la coopération internationale un accélérateur de son développement. Une orientation dont les retombées devront profiter aux entreprises nationales, à la jeunesse et, plus largement, à l'ensemble de la population.

Fernandez SOWANOU

DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN À ALLADA

Solange Méhou et les autorités communales mobilisées pour la santé des femmes



Organisée par Wake Up ONG dans le cadre du Festival des Anges, une journée de sensibilisation et de dépistage du cancer du sein a mis en lumière l'importance de la prévention sanitaire et de la mobilisation des acteurs locaux. Sous le parrainage de l'honorable Solange Méhou, l'initiative a bénéficié du soutien des autorités communales d'Allada.

La santé des femmes s'est retrouvée au cœur de la mobilisation à Allada. À l'occasion du Festival des Anges, Wake Up ONG a organisé une journée consacrée à la sensibilisation et au dépistage du cancer du sein. Une initiative de santé publique qui a bénéficié du parrainage de l'honorable Solange Méhou, avec la participation du maire Calixte Gnangnénon et du deuxième adjoint au maire, Paul Armel Gbedji.

Au-delà de l'ambiance festive qui caractérise le festival, cette activité a permis de remettre au premier plan un enjeu majeur de santé publique : la prévention du cancer du sein. À travers la sensibilisation et l'encouragement au dépistage, les organisateurs entendent contribuer à une meilleure information des femmes et à une prise de conscience accrue face aux risques liés à cette maladie.

Solange Méhou, un engagement en faveur de la santé des femmes

En acceptant d'assurer le parrainage de cette initiative, l'honorable Solange Méhou a associé son image et son engagement à une cause qui touche directement la santé et le bien-être des populations. Son soutien à Wake Up ONG témoigne de l'intérêt accordé aux actions de solidarité et aux initiatives destinées à améliorer les conditions de vie des communautés.

La prévention constitue en effet un levier essentiel dans la lutte contre le cancer du sein. En encourageant les femmes à s'informer et à se rapprocher des professionnels de santé, de telles initiatives contribuent à lever les appréhensions et à promouvoir une culture du dépistage.

Calixte Gnangnénon et Paul Armel Gbedji aux côtés de l'initiative

La présence du maire d'Allada, Calixte Gnangnénon, traduit également l'intérêt de l'administration communale pour les actions qui placent la santé des citoyens au centre des préoccupations locales. Cette mobilisation rappelle que le développement d'une commune ne se mesure pas uniquement à la réalisation d'infrastructures, mais aussi à sa capacité à accompagner les populations dans la préservation de leur santé.

Dans la même dynamique, le deuxième adjoint au maire, Paul Armel Gbedji, a pris part à cette activité aux côtés des autres acteurs mobilisés. Sa participation illustre l'importance de la collaboration entre les autorités locales, les organisations de la société civile et les initiatives citoyennes pour répondre aux préoccupations sanitaires des populations.

Wake Up ONG, un acteur de la sensibilisation sanitaire

À travers cette journée, Wake Up ONG met en avant le rôle des organisations citoyennes dans la promotion de la santé publique. En rapprochant les activités de sensibilisation des populations, ces structures contribuent à rendre les messages de prévention plus accessibles et à encourager des comportements favorables à la santé.

La lutte contre le cancer du sein nécessite une mobilisation continue, une information fiable et un accès approprié aux services de santé. Les campagnes de sensibilisation et les activités de dépistage représentent ainsi des moyens importants pour encourager les femmes à prendre leur santé au sérieux et à solliciter un accompagnement médical adapté.

Une mobilisation à inscrire dans la durée

La journée organisée au Festival des Anges rappelle que la protection de la santé des femmes relève d'une responsabilité collective. Le soutien des personnalités politiques, l'implication des autorités communales et l'engagement des organisations citoyennes peuvent contribuer à renforcer la portée de ces actions.
À Allada, cette initiative portée par Wake Up ONG, sous le parrainage de l'honorable Solange Méhou, avec la participation du maire Calixte Gnangnénon et du deuxième adjoint au maire Paul Armel Gbedji, constitue un appel à poursuivre les efforts de sensibilisation et de prévention.

L'enjeu est désormais de faire de la santé des femmes une préoccupation permanente, au-delà des événements ponctuels, afin que l'information, la prévention et l'accès au dépistage puissent bénéficier au plus grand nombre.

Emeric Joël ALLAGBE





COOPÉRATION INTERNATIONALE

Assemblée générale de l'AICESIS à Madrid



Abdoulaye BIO TCHANÉ défend une transition juste au plus près des réalités territoriales

À Madrid, le président du Conseil économique et social (CES) du Bénin a porté la voix de son pays sur les enjeux de justice sociale, de dialogue social et de transition écologique. Il a également mis en avant les réformes engagées au sein de l'institution béninoise et plaidé pour une coopération internationale davantage attentive aux réalités des territoires.

La voix du Bénin s'est fait entendre à l'Assemblée générale de l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS), tenue le jeudi 29 octobre 2026 à Madrid, en Espagne. À la tête de la délégation béninoise, le président du Conseil économique et social, Abdoulaye BIO TCHANÉ, a saisi cette rencontre internationale pour défendre une approche inclusive de la transition écologique, fondée sur la justice sociale et la prise en compte des spécificités territoriales.

Placée sous le thème « Construire des passerelles pour une transition juste et une justice sociale mondiale », cette Assemblée générale a réuni des responsables d'institutions consultatives venus de plusieurs régions du monde. Dans un contexte marqué par les mutations économiques, environnementales et sociales, les échanges ont permis de réfléchir à la contribution des Conseils économiques et sociaux à l'élaboration de politiques publiques plus équitables et participatives.

Devant ses pairs, Abdoulaye BIO TCHANÉ a présenté la vision béninoise du dialogue social et du rôle des institutions consultatives dans la consolidation de la démocratie participative. Une intervention qui a également permis de mettre en lumière les évolutions institutionnelles engagées au Bénin.

Le CES du Bénin met en avant ses réformes et renforce son ambition internationale

Profitant de cette tribune, le président du CES a exposé les principales transformations intervenues au sein de l'institution, notamment les réformes conduites en 2024 et 2025. Il a rappelé les missions et attributions du Conseil, tout en insistant sur les nouvelles orientations destinées à renforcer son ancrage territorial et son interaction avec les différentes composantes de la société.

Au-delà de la présentation des acquis, Abdoulaye BIO TCHANÉ a formulé plusieurs attentes à l'endroit de l'AICESIS. Il a notamment plaidé pour une intensification des échanges d'expériences et de bonnes pratiques autour des relations entre les Conseils économiques et sociaux et les Parlements, de la décentralisation, du dialogue social et de la médiation institutionnelle.

Le président du CES souhaite également voir accorder une place plus importante au dialogue territorial et à l'éducation à la citoyenneté. Deux leviers qu'il considère indispensables pour rapprocher les institutions des populations, favoriser leur participation à la vie publique et mieux intégrer les préoccupations locales dans les processus de décision.

Dans le même esprit, le Bénin a réaffirmé sa disponibilité à prendre une part active aux travaux des groupes de travail de l'AICESIS, notamment ceux consacrés aux relations avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) et le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC).

Transition écologique : ne laisser aucun territoire ni aucune catégorie sociale de côté

L'autre axe majeur de l'intervention béninoise concerne la transition juste, au cœur des réflexions de cette Assemblée générale. Pour Abdoulaye BIO TCHANÉ, la transformation écologique et la réduction progressive de la dépendance aux énergies fossiles ne sauraient être envisagées indépendamment de leurs conséquences économiques et sociales.

Sa position est claire : les impératifs environnementaux doivent aller de pair avec la protection des populations vulnérables, des travailleurs pauvres et des territoires les plus fragiles. Autrement dit, la transition écologique ne doit pas devenir une nouvelle source d'inégalités ni faire supporter aux couches les moins favorisées l'essentiel de ses coûts.

Cette approche implique, selon lui, une meilleure prise en compte des réalités territoriales dans la conception et la mise en œuvre des politiques de transition. Les décisions internationales doivent ainsi pouvoir s'appuyer sur les expériences vécues au niveau local, afin de garantir des réponses adaptées aux besoins des populations.

Abdoulaye BIO TCHANÉ a, par ailleurs, insisté sur la nécessité de mieux faire entendre les expériences et les préoccupations des Conseils économiques et sociaux africains au sein de l'AICESIS. Une manière de promouvoir une coopération internationale plus équilibrée, dans laquelle les spécificités du continent africain trouvent toute leur place.

Pour donner une suite concrète à cette contribution, le CES du Bénin prévoit de transmettre prochainement des observations écrites sur le rapport consacré au thème central de l'Assemblée générale.

Le Bénin entend peser davantage dans les réflexions internationales

Cette participation à Madrid traduit la volonté du Conseil économique et social du Bénin de consolider sa présence dans les réseaux internationaux de concertation et de coopération institutionnelle. À travers les propositions défendues par son président, l'institution entend contribuer à l'émergence de réponses collectives aux grands défis contemporains.

Entre dialogue social, décentralisation, participation citoyenne et justice environnementale, le CES du Bénin entend ainsi promouvoir une vision du développement qui ne dissocie pas les transformations économiques de leurs implications humaines et territoriales.

À Madrid, Abdoulaye BIO TCHANÉ a donc porté un plaidoyer qui dépasse la seule question économique : celui d'une transition durable qui place l'équité, la solidarité et les réalités des populations au cœur de l'action publique.

AICESIS : un réseau mondial au service du dialogue social et de la démocratie participative

L'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS) est une organisation internationale qui fédère les Conseils économiques et sociaux ainsi que les institutions consultatives assimilées à travers le monde.

Quelles sont ses principales missions ?

L'AICESIS poursuit essentiellement trois objectifs :

* Favoriser le dialogue et la coopération entre les Conseils économiques et sociaux, à travers le partage d'expériences et de bonnes pratiques.
* Promouvoir la démocratie participative en renforçant la contribution des partenaires sociaux et de la société civile à l'élaboration des politiques publiques.
* Accompagner les pays qui souhaitent mettre en place des Conseils économiques et sociaux ou des institutions similaires.

Quelques repères sur l'organisation

* Création : juillet 1999, à Port-Louis, en République de Maurice.
* Dimension internationale : 72 pays représentés sur quatre continents : Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie et Europe.
* Siège : Bruxelles, en Belgique.

Quel intérêt pour le CES du Bénin ?

L'appartenance à l'AICESIS offre au Conseil économique et social du Bénin plusieurs opportunités stratégiques :

* Faire connaître les expériences et les initiatives du Bénin à l'échelle internationale.
* Valoriser les réformes institutionnelles et les orientations impulsées au sein du CES.
* Renforcer les compétences des conseillers et du personnel grâce aux échanges et aux formations.
* Participer aux réflexions internationales sur le développement économique, la justice sociale et le dialogue social.
* Faire entendre les préoccupations du Bénin et, plus largement, les réalités africaines dans les grandes discussions sur la gouvernance et la participation citoyenne.

À retenir : L'AICESIS constitue une plateforme internationale de concertation qui permet aux institutions consultatives de mutualiser leurs expériences, de renforcer leur influence et de contribuer à une gouvernance publique plus inclusive.

Emeric Joël ALLAGBE



MÉDIAS ET COMMUNICATION AU BÉNIN

L'Emblème du Jour renforce sa présence numérique et ouvre ses portes aux partenaires publicitaires

Le quotidien béninois mise sur ses plateformes numériques pour rapprocher l'information des lecteurs et offrir de nouvelles opportunités de visibilité aux annonceurs.



Dans un paysage médiatique en pleine mutation, marqué par la montée en puissance du numérique et l'évolution des habitudes de consommation de l'information, L'Emblème du Jour entend consolider sa proximité avec le public béninois. À travers ses plateformes numériques, notamment lemblemedujour.com et lemblemedujour.bj, le quotidien ambitionne de rendre l'actualité plus accessible, tout en développant des opportunités de partenariat au profit des entreprises, institutions et acteurs économiques.

« L'information fiable, à portée de clic ! » C'est autour de cette ambition que le journal invite les internautes à retrouver en ligne les principales actualités du Bénin. Politique, économie, société, culture et sport : les différentes rubriques du média permettent aux lecteurs de suivre les événements et les sujets qui animent la vie nationale.

Au-delà de la diffusion de l'information, cette présence sur le web traduit la volonté du quotidien de s'adapter aux nouveaux usages. L'accès aux contenus depuis un ordinateur, une tablette ou un téléphone portable constitue un atout pour toucher un public diversifié, au Bénin comme au sein de la diaspora.

Une opportunité pour les annonceurs

Parallèlement à cette dynamique numérique, L'Emblème du Jour lance un appel aux entreprises, institutions, organisations et promoteurs désireux d'accroître la visibilité de leurs produits, services ou activités. Le journal leur propose de devenir des partenaires publicitaires en associant leur image à un média consacré à l'actualité béninoise.

Bannières publicitaires, articles sponsorisés, encarts et annonces figurent parmi les formats mis en avant pour répondre aux différents besoins de communication. L'objectif est de permettre aux annonceurs de mieux faire connaître leurs activités et de toucher des lecteurs susceptibles de s'intéresser à leurs offres.

Le quotidien met également en avant la possibilité de développer des collaborations durables avec ses partenaires, dans une logique de visibilité et de valorisation de leurs initiatives.

Miser sur une communication de proximité

À travers cette démarche, L'Emblème du Jour entend faire de ses supports médiatiques un espace de rencontre entre l'information, les lecteurs et les acteurs économiques. Dans un environnement où la communication numérique occupe une place croissante, cette stratégie offre aux annonceurs une possibilité supplémentaire de renforcer leur présence auprès du public.

Installé à Djassin Houinvié, à Porto-Novo, le journal invite ainsi les structures intéressées à prendre contact avec son équipe pour obtenir davantage d'informations sur les possibilités de collaboration et réserver leurs espaces publicitaires.

En conjuguant information, présence numérique et communication commerciale, L'Emblème du Jour affirme sa volonté de participer à l'évolution du paysage médiatique béninois et de contribuer à une meilleure diffusion de l'actualité nationale.

Emeric Joël ALLAGBE

COOPÉRATION MÉDIATIQUE BÉNINO-NIGÉRIANE

Ambassade du Nigeria : l'UPMB ouvre de nouvelles perspectives de coopération avec le grand voisin de l'Est



En quête de nouveaux partenariats pour renforcer les capacités des professionnels des médias au Bénin, le nouveau bureau de l'Union des Professionnels des Médias du Bénin (UPMB) multiplie les initiatives diplomatiques. Dans cette dynamique, son président, accompagné d'une délégation, a été reçu en audience, ce lundi, par l'ambassadrice du Nigeria près le Bénin, Son Excellence Madame Mopelola ADEOLA-IBRAHIM. Au cœur des échanges : la formation, la spécialisation et la mise en place d'une coopération durable entre les deux pays dans les domaines des médias et de la communication.

Le renforcement des relations avec les partenaires internationaux s'impose comme l'un des leviers privilégiés par le nouveau bureau de l'Union des Professionnels des Médias du Bénin pour promouvoir le développement du secteur médiatique. C'est dans cette perspective que le président de l'UPMB a conduit une délégation auprès de l'ambassadrice du Nigeria près le Bénin, avec pour ambition d'explorer de nouvelles pistes de collaboration au bénéfice des professionnels des médias béninois.

Au cours de cette rencontre, le président de l'Union a présenté à la diplomate les huit axes de son plan de travail, qui constituent les grandes orientations de son mandat. Parmi les priorités évoquées figure la spécialisation des journalistes et autres acteurs des médias, considérée comme un enjeu majeur pour l'amélioration de la qualité des productions journalistiques et le renforcement des compétences professionnelles.

La formation au cœur des priorités

L'un des projets phares soumis à l'appréciation de la représentante diplomatique du Nigeria concerne la mise en place d'un programme d'immersion linguistique en anglais au profit des professionnels des médias béninois. Cette initiative vise à faciliter leur accès aux sources d'information anglophones, à renforcer leurs capacités de couverture de l'actualité internationale et à favoriser les échanges avec leurs homologues des pays anglophones.

Dans le même élan, l'UPMB a exprimé son souhait de bénéficier d'un accompagnement technique pour développer des formations spécialisées en journalisme et en communication. L'octroi éventuel de bourses de formation dans des écoles de journalisme ou des universités, notamment au Nigeria, figure également parmi les pistes envisagées.

À travers ces propositions, l'Union entend jeter les bases d'un partenariat structuré et durable, fondé sur le partage d'expériences, le transfert de compétences et la professionnalisation accrue des acteurs du paysage médiatique béninois.

Des perspectives encourageantes

Réceptive aux différentes propositions présentées, Son Excellence Madame Mopelola ADEOLA-IBRAHIM a salué le caractère pertinent des huit axes du plan de travail de l'UPMB. Elle a souligné l'existence de pistes susceptibles de favoriser l'amorce d'un partenariat entre l'ambassade du Nigeria et l'organisation professionnelle des médias.

Cette ouverture constitue un signal encourageant pour l'Union, qui souhaite diversifier ses partenaires et mobiliser davantage de ressources techniques en faveur du développement des médias au Bénin. La concrétisation de ces perspectives pourrait notamment offrir aux journalistes béninois de nouvelles possibilités de formation, de spécialisation et d'ouverture sur les pratiques médiatiques internationales.

Dans cette même dynamique, l'ambassadrice a promis de répondre favorablement à l'invitation du président de l'UPMB pour une visite au siège de l'Union, situé à la Maison des Médias, dès que son agenda le lui permettra.

Une diplomatie professionnelle tournée vers l'avenir

Par cette démarche, le nouveau bureau de l'UPMB réaffirme sa volonté de faire de la coopération internationale un instrument au service du renforcement institutionnel et de la montée en compétences des professionnels des médias. Au-delà de la prise de contact diplomatique, cette audience ouvre ainsi des perspectives de collaboration entre le Bénin et le Nigeria dans un secteur où la formation continue, l'innovation et l'échange d'expériences occupent une place essentielle.

Le président de l'UPMB était accompagné, pour cette rencontre, de Serge Vivien KOUGNIMON, Secrétaire à l'Organisation, et de Partene ATREVY, Secrétaire administratif.

Les prochaines étapes permettront de mesurer la portée concrète de cette ouverture diplomatique et les possibilités de transformation des pistes évoquées en programmes de coopération au bénéfice des médias béninois.

Emeric Joël ALLAGBE

PROMOTION DE LA CULTURE YORUBA

Joseph Djogbénou reçoit les responsables d'Isokan Omo Yorùbà Bénin



À l'approche de leur assemblée générale prévue le 14 novembre prochain à Ouidah, les responsables de l'association Isokan Omo Yorùbà Bénin ont présenté leurs ambitions au président de l'Assemblée nationale, Joseph Fifamin Djogbénou. Au cœur des échanges : la préservation du patrimoine culturel et linguistique yoruba et le projet de création d'une organisation mondiale dédiée à son rayonnement.

La valorisation des identités culturelles s'est invitée au cœur des échanges à l'Assemblée nationale. Le mardi 27 octobre 2026, le président de l'institution parlementaire, Joseph Fifamin Djogbénou, a accordé une audience à une délégation de l'association Isokan Omo Yorùbà Bénin, conduite par son président, le professeur John Ogoushola Igue.

Cette rencontre a notamment permis aux représentants de la communauté yoruba de présenter la prochaine assemblée générale de leur association, annoncée pour le 14 novembre 2026 à Ouidah. À cette occasion, ils ont adressé une invitation au président de l'Assemblée nationale afin qu'il prenne part à ce rendez-vous annuel de rassemblement et de concertation des Yorubas vivant au Bénin.

Un projet de rayonnement à l'échelle mondiale

Au-delà de cette échéance, la délégation a exposé une ambition plus large : contribuer à la mise en place d'une organisation mondiale des Yorubas. Cette initiative entend fédérer les énergies autour de la promotion de la culture, de la langue et de l'héritage historique de ce peuple, dont la présence s'étend à plusieurs régions du monde.

Pour les responsables d'Isokan Omo Yorùbà Bénin, la sauvegarde de ce patrimoine constitue un enjeu majeur de transmission et de reconnaissance identitaire. Il s'agit notamment de renforcer la connaissance des racines culturelles et linguistiques yoruba auprès des jeunes générations, tout en favorisant leur valorisation au-delà des frontières nationales.
Préserver l'héritage pour les générations futures

À l'issue de l'audience, le professeur John Ogoushola Igue a souligné la nécessité de préserver les valeurs culturelles et linguistiques afin de permettre aux générations futures de mieux connaître leurs origines et de s'affirmer dans un contexte de mondialisation croissante.

Il s'est également réjoui de l'accueil qui leur a été réservé par le président de l'Assemblée nationale. Pour lui, la promotion des identités culturelles participe pleinement au rayonnement de la nation et à la consolidation de son patrimoine immatériel.

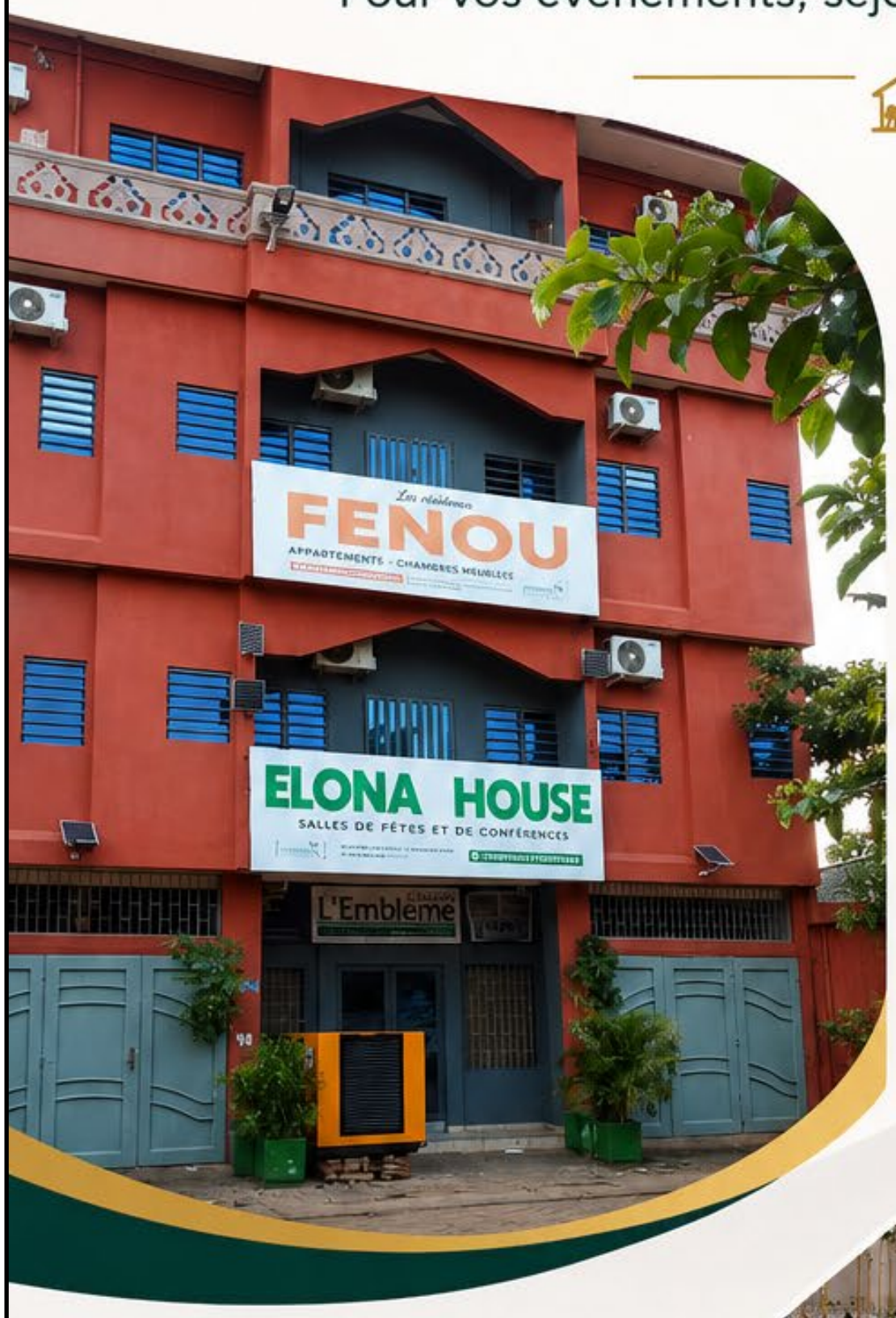
À travers cette démarche, Isokan Omo Yorùbà Bénin entend ainsi inscrire la défense de la culture yoruba dans une dynamique de transmission, de rassemblement et d'ouverture internationale. L'assemblée générale du 14 novembre prochain à Ouidah constituera une nouvelle occasion pour les membres de l'association de réfléchir aux perspectives de cette ambition collective.

Emeric Joël ALLAGBE

Deux espaces d'exception,

UN CONFORT ABSOLU

Pour vos événements, séjours et moments inoubliables.



Les résidences

FENOU

Votre confort, notre priorité

- Chambres privées et cuisine conviviale
- Luxe et confort, décor authentique
- Emplacement stratégique
- Groupe électrogène disponible







ELONA HOUSE

Salles de fêtes et de conférences

Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille… Elona House est l'espace idéal pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- SALLES CLIMATISÉES
- GROUPE ÉLECTROGÈNE DISPONIBLE

Djassin Hounvié - Dowa (Porto-Novo)

+229 0198904640 / 0155499999

+229 0195534395 / 0155500707

GROUPE ÉLECTROGÈNE DISPONIBLE SUR LES DEUX SITES